

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

26 juin 2014

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Brésil : coupe du monde et revendications!

La Coupe du monde de football fait la une de l'actualité, au Brésil sans doute encore plus qu'ailleurs. Les grèves et manifestations de ces dernières semaines ne « menaçaient » pas la Coupe, contrairement à ce que répètent le gouvernement et les médias. Les travailleurs qui y ont participé ne voulaient pas empêcher la Coupe, mais la mettre à profit pour souligner la corruption et le gaspillage qui l'accompagnent, et pour dire que la santé, l'éducation et les transports mériteraient d'être traités au moins à l'égal du football. C'est ce qu'ils ont tenu à affirmer le 12 juin, jour de l'ouverture.

Ce jour-là, il y a eu des actions dans presque toutes les grandes villes où se déroule la Coupe. À Sao Paulo, la veille au soir, les grévistes du métro avaient décidé majoritairement d'arrêter leur mouvement. Mais ils manifestaient le matin du 12 juin contre les 42 licenciements qui les frappaient. La police les a violemment refoulés. Omniprésente tout autour du stade où allait se jouer le match inaugural, elle s'en prenait aux Noirs, aux barbus, à tous ceux qui lui semblaient de possibles contestataires.

À Rio, une manifestation a parcouru le centre-ville, revendiquant des fonds pour la santé et l'éducation, scandant des mots d'ordre tels que « 30 jours : 30 milliards », parlant du coût de la Coupe en monnaie locale, ou « Les éboueurs valent plus que Neymar », comparant les récents grévistes à la star de l'équipe nationale. Un peu plus tard, c'est une des principales avenues de Copacabana qui a été bloquée.

Ces actions, comme celles qui se sont déroulées le même jour à Fortaleza, Belo Horizonte, Porto Alegre et Recife, ou les jours suivants à Bahia, Brasilia et Natal, ont rassemblé des centaines de personnes. Preuve de leur force potentielle, la police les a surveillées de près, quand elle ne les a pas réprimées. Elles ont rappelé que pour la population laborieuse il y a d'autres problèmes que la Coupe, plus graves et plus présents, et qu'il est urgent de les résoudre.

D'autres manifestations, d'autres luttes animeront-elles le mois que va durer la Coupe ? Cela ne dépend pas seulement des gouvernants et des militants. Un acte de violence ou d'arbitraire de la part de la police ou des organisateurs peut servir de détonateur à une révolte qui couve en permanence et que la passion du football fait provisoirement taire. Le gouvernement brésilien et la Fifa le savent et le redoutent.

La FIFA est d'abord une vaste organisation politique et commerciale. Elle ne fut pas gênée par l'attribution du Mondial 1934 à l'Italie, pour le bonheur de Mussolini qui utilisa l'événement en soutien au fascisme. En 1958, pendant la guerre d'indépendance, le FLN algérien constitua une équipe nationale, composée de joueurs qui quittèrent les clubs français qui les employaient ; cette équipe disputa de nombreuses rencontres mais fut interdite de compétition internationale, la FIFA prenant le parti de la France coloniale. En 1978, la dictature des généraux argentins put redorer son blason en organisant le Mondial, malgré un mouvement pour le boycott dans plusieurs pays.

La FIFA est aussi une vaste organisation d'affaires, comme l'illustre le scandale de la corruption qatarie. Installée en Suisse, elle s'appuie sur de grands partenaires commerciaux, avec lesquels elle négocie des contrats d'exclusivité : Adidas, Coca-Cola, Sony, Visa, Hyundai-Kia Motors, etc. Pour maximiser ses profits, elle fait signer aux pays hôtes un contrat inégal. Ce contrat crée ainsi des zones d'exclusion commerciale autour des stades, interdites à tous les vendeurs ambulants qui ne seraient pas enregistrés. Au Brésil, cela concernerait peut-être 300 000 vendeurs, dont une partie s'est mobilisée contre cette pratique qui les prive de leur gagne-pain. Mais la Coupe du monde au Brésil devrait rapporter à la FIFA 5 milliards d'euros, et il faut donc que tout se passe comme prévu. Autrement dit, il ne faudrait pas que le dénuement et la colère des pauvres empêchent les riches de faire des affaires. Une morale qui est bien celle de la FIFA.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Par la petite porte

Le démagogue-manipulateur-délateur de Delta a démissionné pour éviter un licenciement pour faute grave. Profitant des bas salaires, il achetait 70 euros aux chauffeurs des éco-chèques valant 110 euros. Il mettait des chauffeurs en service réserve pour obtenir des services domestiques. Ce clientélisme qui impliquait des PM a été toléré longtemps par la direction. Elle joue l'étonnement aujourd'hui et fait mine de vouloir mettre de l'ordre. En réalité, c'est une politique patronale de recruter des chefs de ce type pour diviser et corrompre les travailleurs et puis de les faire sauter comme un fusible quand la situation devient explosive.

« Travaille et tais-toi ! »

Lorsque Briec de Meeûs est venu présenter le plan d'entreprise 2014-2018 à Delta le lundi 16 juin, il n'avait que le mot « client » à la bouche. À la fin de son discours, la parole était à la salle. Des travailleurs sont intervenus pour demander des comptes sur les horaires hors roulement, les services coupés et la privatisation tous azimuts. Le patron n'a rien répondu et a envoyé un employé leur retirer le micro pour ne plus le leur rendre.

60 ans d'exploitation

La direction a organisé une fête pour les 60 ans de la Stib le samedi 14 juin sur le site du nouveau dépôt de bus Hermes, dit la « petite île ». Non seulement les enfants n'étaient pas admis, mais en plus, il fallait répondre obligatoirement au courrier d'invitation, même pour dire non. Les chauffeurs ont eu bien raison de jeter cette invitation à la poubelle. En catastrophe, la direction a rameuté tous les gradés ; au drink, on n'a jamais vu autant de chefs au mètre carré !

Grogne au matériel roulant

Les lignes de métro 1 et 5 ont été interrompues le week-end de la Pentecôte pour effectuer des travaux d'automatisation. Des bus navettes ont été mis en place entre Hermann-Debroux et Arts-Loi. Le MR, déjà en sous-effectif en temps normal, a vu sa charge de travail doublée sans effectif supplémentaire. Les agents très mécontents étaient prêts à débrayer. Il ne faut pas compter sur les promesses patronales et se préparer à faire grève effectivement !

Inspection syndicale

Sur la centaine de bus inspectés à Delta au début du mois, 5 étaient dans un état catastrophique et sont restés au dépôt : pare-brise fendu, extincteur périmé,

pneu usé, direction qui tire à gauche ou à droite, ... Et tous les autres qui sont sortis quand même avaient au moins un problème : pas de boîte de secours, pas de marteau, lino décollé, film en panne, vitre fendue, pare-chocs cassé, ... Le constat est d'autant plus choquant que la direction était au courant de l'inspection. Si nous ne voulons pas que des collègues ou des passagers soient victimes d'accidents, il faut exiger des délégués syndicaux l'interdiction de sortie de tous les bus qui ne sont pas parfaitement en règle !

Agents dans la misère

La Stib pratique depuis toujours l'avance sur salaire. Au début, il n'y avait pratiquement pas de limite. Avec le phénomène d'endettement des travailleurs consécutif à la baisse du pouvoir d'achat, le patron craint de ne plus être remboursé et limite donc actuellement l'avance à quelques 600 euros. Mais comme le patron ne lâche plus aucune augmentation salariale malgré la hausse du coût de la vie, sa crainte de non remboursement devient plus vive et il menace de ne plus faire d'avance du tout. Les travailleurs n'auraient pas besoin d'avance si les salaires n'étaient pas aussi misérables !

Mépris patronal

La direction de Delhaize veut licencier 2500 travailleurs pour satisfaire l'appétit de profit des actionnaires. Pour faire un geste, elle a envoyé un courrier aux 15000 travailleurs le jeudi 19 juin avec le numéro de téléphone d'une cellule d'écoute et d'assistance psychologique. Mais le numéro, comprenant une faute de frappe, correspondait en fait à un cabinet d'huissiers spécialisé dans le recouvrement de dettes. Le patron ne pouvait pas mieux démontrer aux travailleurs qu'il se moque totalement de leur sort !

En coulisses

Rien de démocratique dans ce système de « notes » confidentielles qui doivent servir à mettre d'accord les partis sur un programme de gouvernement. C'est à travers le refus du CDH qu'on apprend que De Wever laissait la porte ouverte aux attaques contre la sécu, à la suppression de l'indexation des salaires, au report de l'âge de la pension au-delà de 65 ans. De l'autre côté, la NVA ne s'engage pas à taxer les plus-values financières. Tout cela n'est pas étonnant de la part d'un parti qui défend ouvertement les intérêts du patronat.